

LE SORT DE L'EUROPE

Jürgen Habermas

Editions Esprit | *Esprit*

2010/7 - Juillet
pages 22 à 28

ISSN 0014-0759

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-esprit-2010-7-page-22.htm>

Pour citer cet article :

Habermas Jürgen, « Le sort de l'Europe »,
Esprit, 2010/7 Juillet, p. 22-28. DOI : 10.3917/espri.1007.0022

Distribution électronique Cairn.info pour Editions Esprit.

© Editions Esprit. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Le sort de l'Europe

Jürgen Habermas

LE sort de l'Europe est lié aux 8 et 9 mai. À l'Ouest, on célèbre la victoire sur l'Allemagne nazie le 8, en Russie, le 9. En Allemagne même, ces deux journées sont officiellement désignées comme celles de « la Libération ». Cette année, pour la première fois, toutes les forces alliées (y compris une unité polonaise) ont défilé ensemble à Moscou pour commémorer l'événement. Sur la Place rouge, Angela Merkel se tenait à la droite de Poutine, incarnant l'esprit de l'Allemagne « nouvelle », des générations allemandes d'après-guerre qui n'oublent pas qu'elles furent aussi libérées par l'armée russe – qui paya d'ailleurs le plus lourd tribut à la guerre.

Or la chancelière venait tout juste de quitter Bruxelles, où elle avait joué un tout autre rôle, dans une défaite d'un tout autre genre. S'il est un état d'esprit que trahit la photo de la conférence de presse au cours de laquelle les dirigeants européens rendirent publique leur décision de créer un fonds de sauvetage commun pour l'euro en difficulté, ce n'est pas celui de l'Allemagne nouvelle, c'est un état d'esprit étriqué : celui de l'Allemagne d'aujourd'hui. On y voit les visages pétrifiés de Merkel et Sarkozy, un chef de gouvernement et un chef d'État usés par l'affrontement, n'ayant plus rien à se dire. Ce document est-il voué à symboliser l'échec d'une vision qui a habité pendant plus d'un demi-siècle l'histoire européenne de l'après-guerre ?

Si, à Moscou, Merkel apparaissait dans l'ombre projetée de l'ancienne République fédérale, à Bruxelles, le 8 mai, elle portait les stigmates de la lutte des *lobbyistes* durs qui, pendant une semaine, défendirent âprement les intérêts nationaux de la première économie européenne. En appelant au modèle de la discipline budgétaire allemande, elle a bloqué un plan commun de l'Union qui aurait crédibilisé, quand il en était encore temps, la solvabilité de la Grèce face aux spéculateurs visant sa faillite. Des déclarations d'intention ineffi-

caces ont empêché une action commune préventive. La Grèce devait demeurer un cas isolé.

Ce ne fut qu'après le dernier choc boursier que la chancelière cessa enfin de résister sans mot dire, « ramollie » il est vrai par les pressions persuasives convergentes du président des États-Unis, du FMI et de la BCE. Par crainte des armes de destruction massive de la presse populaire, elle avait, semble-t-il, perdu de vue la capacité destructrice d'autres armes de destruction massive : celles des marchés financiers. Pour elle, plus question de zone euro – ce qui fera dire à José Manuel Barroso, le président de la Commission, quelques jours plus tard : « Les États membres doivent avoir le courage de dire s'ils veulent une union économique et monétaire ou pas. S'ils ne veulent pas d'une union économique, alors il faut oublier l'union monétaire. »

La césure

Pour ceux qu'elle implique, la portée de la décision du 8 mai commence à se faire jour. Les métaphores de la « novlangue » actuelle, qui permettent sans relâche d'ouvrir des « parachutes de secours », de mettre en place des « paquets de sauvetage », ne doivent pas nous induire en erreur ; les conséquences entraînées par les mesures d'urgence adoptées, cette nuit-là, en faveur de l'euro n'ont aucune commune mesure avec celles de tous les plans de sauvetage financier qui ont pu exister jusqu'ici. Puisque, désormais, la Commission contracte des crédits au nom de l'Union européenne dans son ensemble, ce « mécanisme de crise » est un « instrument communautaire » qui modifie la base même des échanges économiques et commerciaux au sein de l'Union. Le fait que les contribuables de la zone euro doivent répondre des risques budgétaires encourus par tout autre État membre induit un changement de paradigme. Ce qui nous fait prendre conscience d'un problème longtemps refoulé. La transformation de la crise financière en crise étatique nous rappelle la tare congénitale d'une union politique inachevée, abandonnée au milieu du gué. Dans un espace économique à l'échelle d'un continent, englobant une population considérable, on a fait naître un marché commun partiellement doté d'une monnaie commune, sans qu'aient été instituées, au niveau européen, des compétences capables de coordonner les politiques économiques des États membres.

Plus personne aujourd'hui ne peut prétendre que lorsque le directeur général du FMI réclame un « gouvernement économique européen », il formule une requête déraisonnable que l'on peut balayer d'un revers de main. Les modèles, qui dans le respect du pacte de stabilité se contentent de prôner des politiques économiques

« conformes aux règles » et des budgets « disciplinés », ne satisfont pas à l'exigence d'adaptation flexible que suppose un environnement politique en proie aux changements rapides. Bien sûr, il faut assainir les budgets nationaux. Mais, ce ne sont toutefois pas seulement les « tricheries » des Grecs ou les « illusions de prospérité » des Espagnols qui sont en jeu ; il s'agit, au sein d'une zone monétaire qui réunit des économies nationales hétérogènes, d'imaginer une politique économique qui compense les niveaux de développement. Le pacte de stabilité, auquel la France et l'Allemagne elles-mêmes avaient dû déroger en 2005, est devenu un fétiche. Un renforcement des sanctions ne suffira pas à contrebalancer les conséquences non voulues qu'engendre une asymétrie voulue entre une union économique complète et une union politique incomplète.

Même la rédaction économique de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* voit « l'Union européenne à la croisée des chemins¹ ». Elle se borne, il est vrai, à attiser la nostalgie du Deutschemark en arrangeant un scénario catastrophe dont seraient responsables les « pays à monnaie faible » ; de son côté, la chancelière avec un bel opportunisme se met à parler de la nécessité pour les Européens « de s'engrener les uns aux autres plus solidement sur les plans économique et financier ». Mais nulle part n'apparaît la moindre conscience de la césure profonde à laquelle nous sommes confrontés. Les uns brouillent les relations de causalité qui existent entre la crise bancaire et celle de l'euro et imputent le désastre au seul manque de discipline budgétaire. Les autres n'ont qu'une idée en tête : réduire à une question de meilleur management le problème d'une nécessaire harmonisation des politiques économiques nationales.

La Commission souhaite pérenniser le fonds de sauvetage de l'euro et avoir un droit de regard sur les projets de lois de finance nationaux – et ce, avant même qu'ils ne soient soumis aux parlements concernés. Il n'est pas dit que ses propositions seraient déraisonnables, mais laisser entendre qu'une telle immixtion de la Commission dans le droit des parlements serait sans incidence sur les traités et ne constituerait pas une aggravation sans précédent d'un déficit démocratique déjà profond et ancien est une suggestion proprement éhontée. Une coordination efficace des politiques économiques doit entraîner un renforcement des compétences du Parlement de Strasbourg ; elle attirera l'attention sur la nécessité d'une meilleure coordination dans d'autres domaines politiques également.

Les pays de la zone euro vont être confrontés à une alternative : approfondir la collaboration européenne ou abandonner l'euro. Ce n'est pas une question de « surveillance mutuelle des politiques éco-

1. « Éditorial », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 13 mai 2010.

nomiques », comme le dit Jean-Claude Trichet², mais une question d'action commune. Et, à cela, la politique allemande est mal préparée.

Une génération indifférente

Après la Shoah, le retour de la République fédérale dans le cercle des nations civilisées – d'Adenauer et Heinemann à Weizsäcker et Kohl en passant par Brandt et Helmut Schmidt – a requis des décennies d'efforts. L'habileté tactique d'un Hans-Dietrich Genscher et l'ancrage à l'Ouest par opportunisme ne pouvaient suffire. Ce qu'il fallait, c'était un changement de mentalité dans l'ensemble de la population ; il eut lieu, mais ce fut laborieux. Ce qui a en fin de compte incliné nos voisins à la réconciliation, ce furent, tout d'abord, le changement de nos convictions normatives et l'ouverture au monde des jeunes générations nées avec la République fédérale. Ensuite, bien sûr, la crédibilité des dirigeants politiques d'alors a pu faire pencher la balance dans les relations diplomatiques.

Qu'une union européenne pacifique ait été dans l'intérêt des Allemands était l'évidence même mais ne constituait pas un argument suffisant pour diminuer une méfiance historiquement justifiée à leur égard. Les Allemands de l'Ouest parurent, certes, devoir s'accommoder d'une partition nationale. Mais, compte tenu de leurs excès nationalistes passés, il leur était de toute façon impossible de ne pas renoncer au recouvrement de leurs droits de souveraineté, de ne pas assumer le rôle de premier contributeur européen et, le cas échéant, de ne pas fournir certaines prestations – qui, de toute façon, se révélaient bien rentables pour la République fédérale. Pour être convaincant, l'engagement allemand devait témoigner d'un ancrage normatif. Jean-Claude Juncker dit bien où réside la preuve par neuf lorsque, face au froid calcul d'intérêt d'Angela Merkel, il déplore un personnel politique si peu disposé « à prendre pour l'Europe des risques en politique intérieure³ ».

L'Allemagne d'aujourd'hui est insensible, constipée, et c'est en amont qu'il faut en rechercher les causes. Dès la réunification, en s'ouvrant sur une Allemagne redevenue grande et toute à ses propres affaires, la perspective s'est mise à changer. La faille qui divisait les mentalités depuis la fin de la guerre gagna en importance, pour se faire plus profonde encore qu'après le départ de Kohl. À l'exception d'un Joschka Fischer trop vite épuisé, la génération au pouvoir

2. Jean-Claude Trichet dans *Der Spiegel* du 15 mai 2010.

3. Jean-Claude Juncker dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 5 mai 2010.

depuis l'investiture de Gerhard Schröder en 1998 est sans principes normatifs; elle s'en laisse conter par une société qui, du fait de sa complexité croissante, la conduit à aborder poussivement des problèmes qui surgissent de jour en jour. Voyant sa latitude d'action se réduire, elle se donne de moins en moins de buts et abdique tout dessein politique – sans parler, bien entendu, de projets comme d'unifier politiquement l'Europe.

Aujourd'hui, les élites allemandes jouissent d'un État-nation qui leur a permis de rallier la normalité. Au bout du « long chemin qui mène à l'Ouest », elles ont décroché leur brevet démocratique et peuvent à nouveau « être comme les autres ». Mais alors que le peuple – à partir de ce qui, pour lui aussi, avait été une défaite morale qui rendait nécessaire l'autocritique – avait jusque-là forgé une volonté de trouver au plus vite ses repères dans la « constellation postnationale », il a aujourd'hui perdu cette disposition. Dans un monde globalisé, tout le monde doit apprendre à intégrer les perspectives des autres aux siennes plutôt que de se replier sur un mélange égocentrique d'esthétisation et d'optimisation des profits. Un symptôme politique de cet affaïssement de la capacité d'apprentissage est manifeste dans les arrêts de la Cour fédérale constitutionnelle sur les traités de Maastricht et Lisbonne; ils s'accrochent à des idées de la souveraineté qui procèdent d'une doctrine juridique obsolète. L'Allemagne est devenue un colosse au cœur de l'Europe, mais parce qu'il ne se réfère qu'à lui-même, qu'il fait preuve d'une mentalité nombriliste dépourvue de toute prétention normative, ce colosse est incapable de simplement garantir le fragile *statu quo* actuel, et donc la survie de l'Union européenne.

Une conscience émoussée des situations de crise

Il n'y a pas lieu de reprocher un changement de mentalité, mais cette indifférence nouvelle n'est pas sans conséquences dans la manière dont doit être perçu politiquement le défi actuel. Qui est vraiment prêt à tirer la leçon de la crise bancaire? Il y a déjà longtemps qu'on en connaît la teneur; il suffit de se rapporter aux belles déclarations d'intention du sommet du G20, à Londres, en avril 2009. Qui est prêt à se battre pour cela?

Quant à savoir s'il faut dompter ce capitalisme financier redevenu sauvage, personne ne peut se méprendre sur la volonté majoritaire des peuples. À l'automne 2008, pour la première fois dans l'histoire du capitalisme, la colonne vertébrale d'un système économique mondial, désormais entièrement mu par les marchés financiers, n'a pu être sauvée de l'effondrement que grâce aux garanties apportées par

les contribuables. Que le capitalisme soit dorénavant incapable de se reproduire à partir de ses propres forces, c'est là un fait bien établi dans la conscience des citoyens qui ont dû répondre en tant que contribuables de la « faillite du système ».

Les exigences des experts sont sur la table. On parle d'imposer un relèvement des capitaux propres des banques, de plus de transparence dans la gestion des fonds alternatifs, d'un contrôle amélioré des bourses et des agences de notation, de l'interdiction des instruments de spéculation inventifs mais délétères pour les économies nationales, d'un impôt sur les transactions financières, d'une taxe sur les banques, de séparer les banques d'investissement des banques d'affaires, d'un démantèlement des complexes bancaires « trop gros pour qu'on les laisse plonger ». Quand, au cours de son *talkshow* politique du jeudi, Maybrit Illner offrit à Josef Ackermann – PDG de la Deutsche Bank et *lobbyiste* averti – de choisir au moins quelques-uns de ces « instruments de torture » que pourrait s'approprier le législateur, on vit la nervosité se réfléchir sur le visage du banquier.

Ce n'est pas que la régulation des marchés financiers soit une affaire simple. Sans doute aura-t-on besoin du savoir-faire des banquiers les plus aguerris. Mais ce n'est pas tant la « complexité des marchés » qui risque de faire échouer les bonnes intentions, que la pusillanimité et le manque d'indépendance des gouvernements nationaux. Elles échouent parce que l'on renonce au préalable à une collaboration internationale ayant précisément pour but de mettre en place les capacités d'action qui font défaut – il en est ainsi, à l'échelle mondiale, dans le cadre de l'Union européenne, et plus encore au sein de la zone euro. En matière d'aide à la Grèce, les cambistes et les spéculateurs préféreront faire crédit au défaitisme d'un expert comme Ackermann qu'à l'adhésion pincée de Merkel au fonds de sauvetage de l'euro – et comme ils sont réalistes, ils ne croient de toute façon pas en une coopération résolue des pays de l'euro. Comment pourrait-il en être autrement lorsqu'un tel club consacre toute son énergie à des combats de coqs dont l'issue revient toujours à livrer les postes les plus influents aux personnages les plus falots ?

En temps de crise, tout le monde peut faire l'histoire. Ce n'est pas parce que, dans leur vacuité, nos élites préfèrent suivre les grands titres de *Bild*, qu'elles doivent y trouver prétexte et feindre de croire que ce sont les peuples qui font obstacle à un approfondissement de l'intégration européenne. Elles sont le mieux placées pour savoir que l'opinion des gens reflétée par les sondages est autre chose que la volonté des citoyens formée dans la délibération démocratique. Jusqu'à présent, il ne se trouve pas encore un seul pays où le résultat d'un référendum ou d'une élection européenne se serait décidé sur autre chose que des personnalités ou des thèmes nationaux. Sans par-

ler de l'aveuglement de la gauche, incapable de voir au-delà de l'État-nation (et je ne vise pas seulement *Die Linke*), ce sont tous les partis qui sont en reste à notre égard puisque aucun n'a même seulement essayé d'aider l'opinion publique à se former politiquement à l'échelle européenne en l'informant en raison. À condition de faire preuve d'un minimum de courage politique, cette crise de la monnaie commune peut provoquer ce que beaucoup avaient espéré d'une politique extérieure européenne commune : une conscience qui franchisse les frontières nationales, dans le partage d'un destin européen commun.

Jürgen Habermas

Traduit de l'allemand par Christian Bouchindhomme